



Fédération de la Santé et de l'Action Sociale

(FSAS-CGTG)

Rue Maurice MARTIN, 97 100 Basse-Terre

0690.23.19.96

fsas.cgtg@laposte.net – secretariatfsas@gmx.com

www.veyatfsascgtg.org

Siret : 793 550 497 000 19



Xème CONGRES FEDERAL des 30 et 31 Mars 2023

MOTION FEDERALE

Sur la réintégration des personnels suspendus dans le cadre de la loi du 05 Août 2021.

Aux constats que :

- **L'argument du soignant non-transmissible ne tient pas** puisqu'on sait que le soignant « vacciné » est aussi transmetteur.
- **L'argument de la protection contre les formes graves ne tient pas** puisque l'on sait que les « vaccinés » peuvent développer les formes graves.
- **L'argument du nombre élevé de « non-vaccinés » en réanimation ne tient plus**, il n'y a qu'à voir le changement de communication du gouvernement qui ne s'avise plus à affirmer « *On peut discuter de tout sauf des chiffres* »... La raison est simple, les chiffres officiels démontrent le contraire.
- **L'argument de l'ultime solution du tout-vaccination ne tient pas**, puisque d'autres expériences appliquées dans d'autres pays ont démontré le contraire jusqu'à mettre en exergue que, hormis Cuba qui a fait le choix d'un vaccin classique et de traitements, tous les pays qui ont fait ce choix subissent un regain de la pandémie.
- **L'argument de l'absence de traitements est faux**, les pays qui ont fait le choix de traiter en repositionnant des molécules connues ou en développant de nouvelles s'en sortent mieux et sans regain. A ce propos, il est bon de rappeler l'expérience mortifère et onéreuse du *Remdésivir* pour combattre le professeur Raoult et celui, plus récemment, de l'échec patent du « traitement » de Pfizer et autres tentatives à base d'anticorps monoclonaux qui sont là pour démontrer que cette gestion est idéologique et non politique... Seuls les intérêts économiques des gros laboratoires priment.

En conséquence de quoi,

Considérant que le Professeur DELFRAISSY en personne - placé à la tête du Conseil Scientifique, a fini par reconnaître que l'injection ARNm n'est pas un vaccin mais un traitement et que ce conseil ad hoc n'est désormais plus, puisque les chiffres officiels démontrent que la pandémie s'éloigne.

Considérant que les scientifiques sud-africains qui ont découvert les nouveaux sous-variants ont aussi donné la preuve qu'ils n'étaient pas d'une grande dangerosité de par l'expérience sud-africaine, contrairement à la politique de terrorisme sanitaire du Gouvernement.

Considérant que la question centrale reste les moyens humains, médicaux, matériels et financiers des hôpitaux publics – en particulier - et de la santé publique – en général.

Considérant que de plus en plus de voix s'élèvent pour la réintégration des professionnels démontrant qu'il n'y a pas – et c'est le fondement même de l'esprit scientifique – de consensus scientifique contrairement aux élucubrations des derniers mohicans de cette gestion sanitaire.

Considérant que la très grande majorité des professionnels qui ont « joué le jeu » en acceptant de se plier à la loi sur l'obligation vaccinale – volontairement ou sous la contrainte économique, doutent de plus en plus ou, pour certains, sont en arrêt longue maladie voire démissionnaires.

Considérant que les leçons de morale ne peuvent avoir leur place dans ce débat, d'autant que cette gestion sanitaire a détruit la déontologie, la confiance et explosé la société par des clivages insensés et infondés.

Considérant que le clivage entre « vaccinés » et « non-vaccinés », y compris entre professionnels, est une pure et machiavélique élaboration du gouvernement, via Mac Kinsey, selon l'adage « *diviser pour mieux régner* ».

Considérant que certains Pays anglo-saxons connaissent une démission en cascade de hauts responsables sanitaires – las d'avoir cautionné cette gestion.

Considérant que la science et la médecine seront les plus grandes perdantes de cette gestion sanitaire, fautes de courage.

Considérant que la digue se fissure de plus en plus malgré le silence organisé et les colossaux moyens financiers des milliardaires qui sont investis dans les médias pour la contenir.

Considérant que le Gouvernement Français, esseulé dans le monde dans sa démarche de maintien de l'obligation "vaccinale", est dans une impasse.

La FSAS condamne fermement le positionnement immature et dangereux du gouvernement qui joue la montre et repousse une décision qui relève de l'évidence même. **Les professionnels suspendus doivent être réintégrés au plus-tôt pour aider à bâtir une santé adaptée et au seul profit de la population Guadeloupéenne.**

La FSAS dénonce l'argument stupide et inhumain qui consiste à réduire et minimiser le nombre de suspendus à un pourcentage, peu importe le quotient, nonobstant la souffrance humaine de milliers de personnes. **La FSAS revendique** donc une autre orientation sanitaire pour l'Archipel qui passe par :

- **L'arrêt de l'obligation vaccinale et la réintégration du personnel suspendu (Public, privé et libéral).**
- **La formation de jeunes aux métiers sanitaires en soulignant les spécialités manquantes.**
- **La remise en question de toutes les réformes appliquées depuis le Gouvernement Sarkozy.**
- **L'abolition des A.R.S. au profit d'une véritable Direction Territoriale de la santé et du médicosocial.**
- **L'arrêt immédiat de la T2A et la révision à la hausse du coefficient correcteur.**
- **L'abandon du G.H.T. au profit d'une réorganisation coopérative hospitalière et non centralisatrice.**
- **La redéfinition de l'action sanitaire en subdivisant le territoire pour rapprocher le soin de la population.**
- **La sanctuarisation du nord-ouest de la Basse-Terre et ses hôpitaux (C.H.L.D.B. et C.H.M.S.) - de par sa stabilité géologique - comme repli sanitaire en cas de grande crise tellurique.**
- **Le renforcement des hôpitaux de Saint-Martin et de Marie-Galante, si la télé-médecine est une avancée elle ne peut être considérée comme la panacée sur des îles à risques majeurs.**
- **Le renforcement de la psychiatrie et de ces structures extrahospitalières.**
- **La mise en place d'un véritable secteur gériatrique et gérontologique autour de Palais-Royal.**
- **L'articulation plus efficiente entre le sanitaire et le médicosocial.**
- **Une véritable réparation du scandale du Chlordécone.**
- **Le maintien et le renforcement des C.H.S.C.T., véritable contre-pouvoir du personnel soignant au profit des soignés.**

Adopté à Bouillante au X^e Congrès fédéral le 31 Mars 2023,